

**Dominique Goux
Éric Maurin**
**Les nouvelles
classes moyennes**

CHAPITRE 3

Les classes moyennes dans la compétition scolaire

Au cours des dernières décennies, l'école a acquis une importance inédite pour l'accès aux meilleurs emplois et aux meilleurs statuts. Il n'a jamais été aussi crucial de réussir sa scolarité, ni aussi pénalisant d'échouer. L'avantage dont bénéficient les jeunes diplômés s'accroît chaque fois que la crise s'aggrave : en 2009, au sortir de l'une des pires récessions de l'après-guerre, le taux de chômage des jeunes sans diplôme dépasse 40 %, alors qu'il n'est que de 20 % pour les simples bacheliers et n'excède pas 10 % pour les diplômés du supérieur. C'est un différentiel inédit dans l'histoire du pays. Certains s'alarment de la baisse de la valeur des diplômes : en vérité, ils n'ont jamais été aussi décisifs. *Ce n'est pas...*

Dans ce contexte, aucun milieu social n'échappe à la pression scolaire. L'école est devenue le lieu d'une concurrence généralisée entre enfants de tous les milieux sociaux, sur des périodes de plus en plus longues, du primaire au supérieur. Accéder à tel établissement plutôt qu'à tel autre, à telle filière (ou

telle option) plutôt qu'à telle autre, devient un enjeu obsédant : pour un nombre toujours croissant d'élèves et d'étudiants, chaque détail du dossier scolaire compte. Avec l'allongement de la durée d'études, les enjeux et les luttes de classements se sont multipliés et sophistiqués. Le chiffre d'affaires des entreprises de soutien scolaire explose et se mesure désormais en milliards d'euros. Chaque année, les familles dépensent en cours de soutien scolaire beaucoup plus que l'État n'a jamais dépensé pour les ZEP.

Les familles des classes moyennes sont sans doute celles pour qui ces évolutions ont l'impact psychologique le plus grand. Contrairement aux familles des classes supérieures, elles n'ont aucun patrimoine financier ou social à transmettre directement à leurs enfants. S'il survient, l'échec scolaire est pour elles sans appel : il n'y a pas de stratégie de substitution. L'école représente le seul vecteur grâce auquel elles peuvent envisager la promotion sociale de leurs enfants. Les classes moyennes ne sont pas tenaillées au jour le jour par les mêmes problèmes d'emploi ou de logement que les familles les plus modestes, mais elles sont confrontées à la question lancinante d'investir au plus juste leur temps et leurs ressources pour mieux aider leurs enfants.

Du fait même de leur position intermédiaire dans les hiérarchies sociales, les classes moyennes ont aussi ceci de spécifique qu'elles peuvent nourrir tout à la fois l'ambition d'une véritable élévation sociale pour leurs enfants et la crainte d'une relégation en bas de l'échelle. Elles sont face à une incertitude devant l'avenir plus radicale encore que les autres milieux sociaux. Quand on compare les destins scolaires des frères et sœurs d'une même famille, c'est objectivement pour les enfants des classes moyennes que l'écart de réussite scolaire est le plus important. C'est au sein de ces catégories sociales que l'on trouve le plus fréquemment un enfant ayant au moins le bac général tandis qu'un autre ne l'a pas¹.

1. Enquête sur la formation et la qualification professionnelle (FQP), INSEE, 2003.

Avec la démocratisation de l'enseignement, l'échec scolaire est devenu pour les classes moyennes beaucoup moins fréquent qu'autrefois, mais non pas moins redouté, tant il est aujourd'hui synonyme de chômage et de précarité. Pour les familles dont les enfants n'échouent pas, la réussite est du reste rarement sans mélange, tant il demeure difficile pour les enfants des classes moyennes de se faire une place au sein des filières les plus sélectives (sans parler des grandes écoles les plus prestigieuses, toujours quasi inaccessibles). De tous les groupes sociaux, les classes moyennes sont celles qui, finalement, se déclarent les plus inquiètes pour l'avenir de leurs enfants¹.

Tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, les portes du collège, puis celles du lycée et de l'université se sont ouvertes à des publics nouveaux. Les enjeux scolaires se sont déplacés au fil des réformes, chaque famille essayant de tirer parti des opportunités nouvelles et de pousser ses enfants plus loin encore qu'elle-même n'a jamais été. Dans cette course-poursuite, les familles des classes moyennes sont parties avec un temps d'avance sur les familles d'agriculteurs et d'ouvriers, et avec un temps de retard sur les familles de cadres. Elles ont tout mis en œuvre pour garder leur avantage sur les premières et combler leur retard sur les secondes. Il en résulte aujourd'hui, pour elles, des perspectives scolaires complètement renouvelées : les repères d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier, mais l'anxiété est restée intacte. Comme nous allons le voir, les classes moyennes ont finalement réussi à éviter tout déclassement scolaire pour leurs enfants ; elles ont même grignoté une partie de leur retard sur les classes supérieures, mais au prix de scolarités plus longues, de sacrifices plus importants et d'un rapport à l'école plus âpre que jamais.

1. Voir Régis Bigot, « Les classes moyennes sous pression », art. cit.

La compétition scolaire, acte I (1960-1985)

En France comme dans la plupart des autres pays occidentaux, la seconde moitié du XX^e siècle est marquée par un effort politique considérable pour élever le niveau de formation des générations successives. Des années 1950 et jusqu'au début des années 1980, cette politique volontariste s'appuie avant tout sur un allongement de la durée de la scolarité obligatoire, ainsi que sur une progressive unification des scolarités primaires, puis secondaires, au sein d'une même « école unique ». De la réforme Berthoin en 1959 à la réforme Haby en 1975, en passant par Capelle-Fouchet en 1963, il s'agit de réduire la proportion de personnes sortant sans qualification du système éducatif.

Cette politique intégratrice et uniformisatrice a rencontré en France de nombreuses résistances et s'est achevée plus tardivement que dans beaucoup d'autres pays. Elle n'en a pas moins fait considérablement reculer le nombre de jeunes sortant précocement du système scolaire et sans aucune qualification. La proportion de personnes sans diplôme (ou n'ayant pas dépassé le certificat d'études) passe ainsi de 40 % pour les générations nées juste après la guerre à moins de 25 % pour les générations nées au début des années 1960, les premières à avoir expérimenté le collège unique. Au fil de ces générations, ce sont essentiellement les diplômes professionnels courts qui se diffusent dans la population (CAP, BEP) et, à un moindre degré, les diplômes de l'enseignement universitaire court. En revanche, au cours de ce premier âge de la démocratisation scolaire, l'accès aux formations universitaires longues et aux grandes écoles reste réservé, pour l'essentiel, à une même petite fraction de privilégiés, un peu moins de 10 % au sein de chaque génération.

Centrée sur les premiers cycles du système éducatif, la politique du collège unique a surtout bénéficié aux enfants

Rôle de l'école

issus de milieux modestes et, dans une moindre mesure, aux enfants des classes moyennes. En une vingtaine d'années, la proportion d'enfants d'ouvriers ou d'agriculteurs sortant sans qualification de l'école a été divisée par deux. En revanche, cette politique a laissé intacts les destins scolaires des enfants des classes supérieures, dont l'écrasante majorité, dès les générations d'après-guerre, sortait déjà diplômée du système éducatif.

La généralisation du collège unique est une période au cours de laquelle la scolarité des enfants de l'élite est préservée, mais où s'opère néanmoins une première égalisation par le bas des lieux et des durées de scolarité. En termes de nombre total d'années d'études ou de proportion de personnes qualifiées dans chaque génération, l'avantage des classes moyennes sur les enfants d'ouvriers ou d'agriculteurs se réduit rapidement. Pour les classes moyennes, la démocratisation des premiers cycles du système éducatif a pour conséquence un brutal accroissement de la concurrence exercée par les classes populaires et un premier déplacement des enjeux scolaires. Pour maintenir son rang, il ne s'agit plus simplement d'obtenir une qualification professionnelle ; il devient nécessaire de pousser jusqu'au baccalauréat et au-delà. Au sein des générations nées au milieu des années 1960, plus de la moitié des enfants de professions intermédiaires salariées atteignent déjà cet objectif, contre 20 % environ des enfants d'ouvriers. Soucieuses de se démarquer des classes populaires, les familles des classes moyennes se sont mobilisées, ont investi le lycée et, ce faisant, sont devenues une menace pour les enfants des classes supérieures.

Les enfants des classes moyennes ont bien mieux tiré parti des évolutions scolaires et universitaires initiées en Mai 68. Elles leur ont permis d'accéder à des niveaux d'éducation hors d'atteinte pour les enfants d'ouvriers ou d'agriculteurs. Lors des événements eux-mêmes, les principaux bénéficiaires de la désorganisation des examens ont été les étudiants et les lycéens issus

des classes moyennes¹. Cette année-là, beaucoup ont bénéficié d'un bac accordé à presque tous les candidats (sur la base de simples oraux) et ont ainsi pu rejoindre l'enseignement supérieur. Ces mêmes enfants des classes moyennes ont ensuite été les bénéficiaires les plus directs des réformes universitaires, notamment la création de nouvelles filières technologiques courtes à l'université. À cette époque, l'immense majorité des enfants des classes populaires n'entrait pas au lycée; ils n'ont en rien pu tirer parti de ces opportunités nouvelles. Les événements de Mai 68 ont contribué à faire sauter les verrous qui bloquaient la scolarité des enfants des classes moyennes. Plus que les enfants des classes populaires, ils sont les grands gagnants du mouvement.

La compétition scolaire, acte II (1985-1995)

À partir du milieu des années 1980, en réponse au chômage qui frappe massivement les jeunes, s'ouvre une seconde période d'expansion éducative, plus brève mais plus intense, avec la création de nouveaux baccalauréats professionnels, la multiplication des filières universitaires courtes et, plus généralement, une ouverture de l'enseignement supérieur aux classes modestes. L'idée est de sortir du chômage des jeunes par le haut, en donnant à chacun une qualification secondaire ou supérieure qui le protège vraiment. En faisant émerger un chômage à deux chiffres chez les jeunes diplômés, la récession de 1993 a donné un coup d'arrêt à cette politique, laquelle sera ensuite abandonnée².

1. Éric Maurin et Sandra McNally, « Vive la révolution! Long Term Returns of 1968 to the Angry Students », *Journal of Labor Economics*, 26 (1), p. 1-33, 2008.

2. Voir Éric Maurin, *La Nouvelle Question scolaire*, Paris, Seuil, 2007.

En quelques années, à la charnière des années 1980 et 1990, les initiatives des ministères successifs (Chevenement, Monory et Jospin) ont toutefois réussi à changer profondément le paysage scolaire français. L'essor des filières technologiques et professionnelles permet aux jeunes issus des classes modestes d'investir en masse le lycée, puis l'enseignement supérieur, la proportion d'enfants d'ouvriers ayant au moins le bac passant de 15 % pour les générations du début des années 1960 à 50 % pour les générations du début des années 1970. Du coup, l'enjeu, pour les familles des classes moyennes, se déplace une nouvelle fois : il devient nécessaire désormais d'investir les filières générales du lycée (les plus sélectives) et, si possible, d'obtenir un diplôme du supérieur. C'est chose faite pour une majorité d'enfants des classes moyennes, dès la génération 1975, alors que les enfants des classes populaires restent encore largement minoritaires à ce niveau.

En entrant en masse dans les premiers cycles de l'université, les classes moyennes maintiennent les classes modestes à distance, mais elles poussent les classes supérieures dans des études plus longues encore. Après être longtemps restée au-dessous de 40 %, la proportion d'enfants des classes supérieures diplômés du supérieur long augmente de près de 15 points entre les générations nées au début des années 1960 et celles du milieu des années 1970, consolidant une avance de plus de 20 points sur les enfants des classes moyennes. Chaque fois que les chances s'égalisent à un niveau du système scolaire, les milieux les plus favorisés se projettent un cran plus loin et maintiennent leur avantage, selon un processus qui semble ne jamais devoir finir, sauf à imaginer que tout le monde puisse un jour atteindre le même niveau maximal de qualification. Pourquoi pas ?

En embrassant l'ensemble des générations d'après-guerre, on discerne finalement une diffusion des diplômes en cascade à travers les différents milieux sociaux, à l'issue de laquelle l'avance scolaire des classes supérieures sur les classes moyennes de même

que l'avance des classes moyennes supérieures sur les classes populaires change profondément de nature: elles se creusent désormais de plus en plus dans l'enseignement supérieur, et non plus seulement au collège ou au lycée. L'allongement de la scolarité obligatoire et l'homogénéisation de l'enseignement secondaire ont été les vecteurs d'un indiscutable rattrapage des catégories modestes, d'une réduction de leur retard en termes de durée d'études et de sorties sans qualification de l'école; mais cette démocratisation « par le bas » a suscité, de la part des classes moyennes et supérieures, un surinvestissement dans l'enseignement supérieur, où les inégalités ont eu tendance à se maintenir, sinon à s'accroître.

Sans cesse renouvelées, les luttes scolaires portent sur des enjeux de plus en plus qualitatifs. Il ne s'agit plus d'avoir le bac, mais le bac dans la meilleure filière possible, avec la meilleure mention possible, celle qui permettra d'être retenu dans les filières universitaires les plus demandées¹. Au-delà, il ne s'agit plus simplement d'aller dans le supérieur, mais d'y rejoindre les institutions les plus sélectives, celles à la sortie desquelles les employeurs embauchent les yeux fermés. L'objectif de chaque famille est de maintenir ses enfants le plus longtemps possible avec les meilleurs, de leur assurer le meilleur classement possible. De ce point de vue, comme nous allons maintenant le montrer, le bilan des décennies récentes est loin d'être défavorable aux enfants des classes moyennes.

1. Sur ce point, voir le travail récent de Mathieu Ichou et Louis-André Vallet, « The Relative Importance of Achievement and Tracking Decisions in Creating Educational Inequalities: Change Over Four Decades in France », in Michelle Jackson (dir.), *Determined to Succeed? Performance, Choice and Education*, Stanford, Stanford University Press, à paraître.

La résistance au déclassement scolaire

Pour chaque famille prise isolément, les enjeux scolaires sont surtout des enjeux de classement. À la limite, peu importent les matières enseignées, le contenu effectif des diplômes: il faut fuir les filières où sont relégués les élèves les plus faibles et rejoindre celles où prospèrent les élèves les plus forts, sachant qu'en fin de compte les employeurs privilégieront l'embauche des jeunes issus des établissements et filières les plus sélectifs.

Tout concourt à faire des scolarités une pure compétition, à faire oublier que l'école reste aussi, tant bien que mal, un lieu d'enseignement et de transmission *de la Culture* !

Si la démocratisation de l'école est si souvent et si durement contestée (notamment par les enseignants), ce n'est pas simplement parce que ses bénéfices collectifs (bien réels pourtant) sont difficiles à isoler; c'est aussi parce qu'elle bouscule les hiérarchies et les classements établis. Personne n'aime perdre son rang et personne ne veut lâcher prise. Derrière le refus du collège unique et la résistance à la démocratisation sont ainsi très souvent cachés et refoulés des enjeux de classement – la peur d'être le perdant dans le jeu d'une compétition aux règles sans cesse renouvelées. De ce point de vue, le système scolaire a connu de considérables évolutions au cours des dernières décennies: les bénéficiaires les plus directs en ont été, au moins dans un premier temps, les enfants des classes modestes (enfants d'agriculteurs notamment), tandis que les enfants des classes supérieures gardaient un accès privilégié aux sanctuaires d'élite (classes préparatoires et grandes écoles). Entre les deux, les classes moyennes étaient sans cesse obligées de déployer de nouveaux efforts pour se démarquer des nouveaux venus (notamment durant les années de collège et de lycée), sans l'assurance de pouvoir maintenir la qualité des enseignements reçus

par leurs enfants, ni le classement final de ces derniers dans les hiérarchies scolaires.

Aux effets anxiogènes de la démocratisation scolaire s'ajoutent les tensions engendrées par la démographie sociale, notamment par la croissance du groupe des cadres au détriment de la classe ouvrière : les enfants des classes moyennes (professions intermédiaires, artisans ou commerçants) sont concurrencés par un nombre croissant d'enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures, si bien qu'il est mécaniquement plus difficile, pour eux, d'obtenir un bon classement scolaire. Pour maintenir son rang face à une concurrence plus rude, il ne suffit pas d'augmenter ses performances scolaires moyennes ; il faut les accroître plus vite encore que celles des groupes sociaux dont la taille augmente. Dans quelle mesure les classes moyennes y sont-elles parvenues ? Leur surcroît d'investissement dans l'enseignement secondaire et supérieur a-t-il été payant ?

Souvent émise et discutée, l'hypothèse d'un déclassement scolaire des enfants des classes moyennes n'a, à notre connaissance, jamais été testée en tant que telle. En toute rigueur, pour élaborer un tel test, il faut commencer par attribuer à chaque personne le rang scolaire auquel son niveau de diplôme correspond dans sa génération de naissance. Par exemple, au sein de la génération née en 1955, nous observons 7 % de titulaires du plus haut niveau de diplôme (supérieur long) et le rang moyen susceptible d'être attribué à chacun de ces diplômés est donc à peu près de 4 sur une échelle allant de 1 à 100, puisqu'ils se répartissent entre le rang 1 et le rang 7. Au sein de cette même génération, on observe que 30 % des personnes sont dépourvues de diplôme (niveau de formation le plus faible) et, en suivant la même logique, le rang moyen susceptible d'être alloué à chacune d'elles est d'environ 85 sur la même échelle de 1 à 100, puisque cette fois elles se répartissent entre le rang 71 et le rang 100. Pour la génération née en 1965, dix ans plus tard, la proportion de personnes sans diplôme n'est plus que de 20 % et

leur rang scolaire tombe donc au niveau 90 sur l'échelle de 1 à 100. Conformément à ce que suggère l'intuition, le rang scolaire des personnes sans diplôme décline au fil des générations, au fur et à mesure que les diplômes se diffusent dans la population.

Une fois attribué un classement scolaire à chaque personne, il devient possible de calculer le classement moyen des personnes issues d'un même milieu social et d'évaluer les différences de rang séparant en moyenne les différents milieux sociaux. Comme on pouvait s'y attendre, ces différences sont étroitement liées à la hiérarchie sociale habituelle. Dans la génération née en 1955, le rang des enfants de cadres est en moyenne de 21 sur une échelle de 1 à 100, celui des enfants de professions intermédiaires de 37, tandis que les enfants d'artisans-commerçants se classent en moyenne au rang 45, les enfants d'agriculteurs au rang 53 et les enfants d'ouvriers au rang 59. Autrement dit, dans des classes de vingt-cinq élèves, les enfants de cadres se situent en moyenne à la 5^e place, les enfants de professions intermédiaires à la 9^e et les enfants d'ouvriers à la 15^e.

De manière plus intéressante encore, et centrale pour notre propos, il est possible de mesurer la façon dont se modifie ce classement social au fil des générations, et notamment la façon dont évolue la position des enfants des classes moyennes. Cette étude révèle une très grande stabilité des rangs atteints par les différents milieux sociaux, notamment les classes intermédiaires et modestes. Les enfants des classes moyennes sont au rang 40 dans les générations nées immédiatement après la guerre, au rang 41 dans les générations du début des années 1960 et au rang 42 dans la cohorte née en 1975, les quelques fluctuations observées au fil de ces trente années n'étant pas distinguables d'un aléa statistique. Un même diagnostic émerge pour les enfants des classes populaires, situés en moyenne au rang 56 pour les générations d'immédiat après-guerre, au même rang 56 pour les générations du début des années 1960 et encore au rang 58 pour les générations du milieu des années 1970.

En fait, la seule évolution notable observée tout au long de la période est celle d'une érosion du classement des enfants de cadres, sous l'effet combiné de leur propre dynamisme démographique et de la politique scolaire, dont ils n'ont pas bénéficié directement. Dans l'immédiat après-guerre, sur une échelle de 1 à 100, il y avait en moyenne 18 rangs d'écart entre les classes moyennes et les classes supérieures; trente ans plus tard, il n'y a plus que 12 rangs d'écart (voir graphique 2). Au fil des générations, l'écart entre classes moyennes et classes populaires est resté quasi constant (16 rangs)¹.

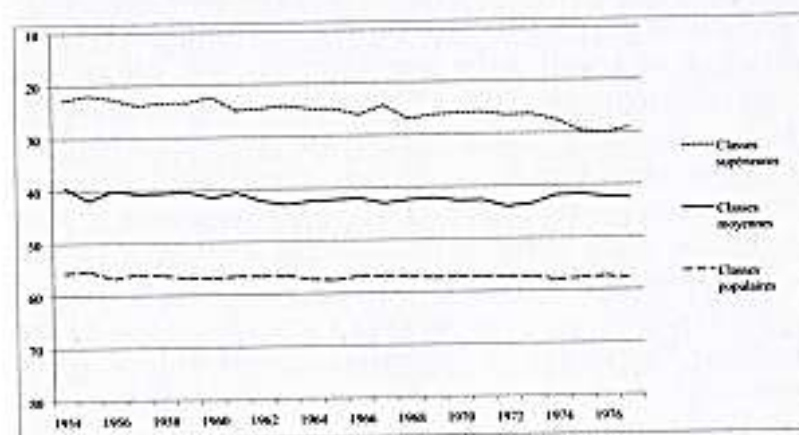
Les décennies d'après-guerre ont connu des modifications très profondes dans le système scolaire et des changements considérables dans la signification des diplômes. Pourtant, les différences de statut social entre les familles déterminent toujours de la même façon les écarts de rang scolaire entre enfants. En tout cas, au sens fort du terme, les enfants des classes moyennes n'ont subi aucun déclassement scolaire au fil des générations. Ils ont même eu tendance à combler une partie de leur retard sur les enfants de cadres. Cela ne signifie pas que rien n'ait changé. Il n'est pas anodin de devoir fournir davantage d'efforts pour éviter simplement un recul ou pour obtenir un léger progrès. Si changement il y a eu, ce n'est pas dans la situation objective des enfants des classes moyennes à la sortie de l'école; c'est dans le rapport toujours plus anxieux à l'école et aux autres, cette concurrence étant nécessaire pour maintenir le *statu quo*.

Au-delà, l'inquiétude des classes moyennes vis-à-vis de l'école se nourrit du sentiment que l'accès aux positions scolaires les plus enviées leur reste finalement toujours fermé,

1. Dans la mesure où l'importance relative des milieux sociaux varie dans le temps, la montée d'un milieu social dans les classements ne se fait pas nécessairement au détriment des autres. Par exemple, du fait de la baisse de leur importance relative dans la population, la montée des enfants d'agriculteurs dans les classements scolaires ne se réalise pas nécessairement au prix d'une baisse des enfants des autres milieux sociaux.

Graphique 2

RANGS SCOLAIRES DES ENFANTS SELON LA CLASSE SOCIALE D'ORIGINE (COHORTES NÉES ENTRE 1954 ET 1977)



Source : enquête Emploi, 1982-2009, INSEE.

Note : pour chaque cohorte de naissance, les rangs scolaires des enfants de différents milieux sont estimés entre 28 et 32 ans (une fois la scolarité terminée). Les « classes supérieures » comprennent les cadres et les chefs d'entreprise; les « classes moyennes », les professions intermédiaires, les artisans et les commerçants; les « classes populaires », les ouvriers, les employés et les agriculteurs.

Lecture : parmi les individus nés en 1977, sur une échelle de 1 à 100, le rang scolaire moyen des enfants de classes moyennes à l'issue de leur scolarité est de 42.

quels que soient les efforts consentis et le temps passé à l'école par leurs enfants. Un nombre croissant d'enfants des classes moyennes entrent et réussissent dans l'enseignement supérieur, mais – paradoxe de la démocratisation – une proportion toujours aussi grande de ces nouveaux venus fait l'expérience de l'échec à l'entrée des filières d'élite.

Les grandes écoles, sésame de la réussite

En France, on le sait, l'accès aux principaux emplois de l'administration, des affaires ou du monde scientifique et intellectuel est en grande partie réservé aux diplômés des grandes écoles : Polytechnique, HEC, l'ENA, Normale sup, Sciences Po, etc. Si les enfants des classes moyennes ne parviennent toujours pas à rejoindre l'élite sociale du pays, c'est d'abord parce que cette porte ne s'ouvre pas. Entre un diplômé de grande école et un diplômé d'une filière universitaire non sélective, il y a très peu de différences au regard du temps passé dans le système éducatif : en moyenne, tous les deux y sont restés jusqu'à l'âge de 25 ans. Pour autant, les diplômés de grandes écoles accèdent beaucoup plus rapidement à des emplois d'encadrement, ils sont beaucoup moins exposés au chômage d'insertion et leurs salaires sont plus élevés à toutes les étapes de la carrière. En 2009, dans les années qui suivent l'entrée sur le marché du travail, les diplômés des grandes écoles gagnent en moyenne 30 % de plus que les autres diplômés du supérieur long. De quelque manière que l'on aborde la question, il n'y a guère de comparaison entre le destin professionnel des diplômés d'une grande école et celui des simples diplômés de l'université, alors que leurs familles les ont soutenus à l'école le même nombre d'années.

Longtemps, le système des grandes écoles est resté à l'écart des politiques de démocratisation de l'enseignement, lesquelles sont restées centrées sur les premiers cycles scolaires. Quand on compare les générations nées juste après la guerre et celles nées au milieu des années 1960, la proportion accueillie dans les grandes écoles (au sens large¹) reste très stable, aux alen-

1. Diplômés des écoles d'ingénieurs, de commerce, d'études comptables supérieures, diplômés de notaire, d'avocat, d'architecte, d'art (DNSEP), de journalisme, de vétérinaire, etc.

tours de 4 % pour les garçons et de 1 % pour les filles. Au sein de chaque génération, ces petites fractions d'élus sont issues, dans leur majorité, des seules classes supérieures, alors que ces dernières ne représentent qu'une petite minorité de l'ensemble des familles¹. Tout au long de cette période, on peut finalement évaluer à 10 % la proportion d'enfants de cadres accédant aux grandes écoles, tandis que les chances d'accès sont d'environ 2 % ou 3 % pour les enfants des classes moyennes (professions intermédiaires ou artisans-commerçants) et parfaitement résiduelles (inférieures à 1 %) pour les enfants d'ouvriers ou d'agriculteurs. Les années 1960 sont souvent mythifiées comme un âge d'or de la méritocratie française, au cours duquel les enfants des classes moyennes et populaires avaient de réelles chances d'accéder à l'élite scolaire, chances que la démocratisation aurait ensuite amoindries. En vérité, ces enfants étaient écartés des filières d'élite avec une brutalité plus grande qu'aujourd'hui.

À la charnière des années 1980 et 1990, le système des grandes écoles commence à s'ouvrir à son tour, avec notamment la création de nouvelles « petites » grandes écoles en marge du noyau immuable et prestigieux des plus anciennes. Plutôt moins sélectives que les écoles traditionnelles, ces nouvelles institutions permettent aux enfants des classes moyennes (notamment salariées) de rattraper une partie de leur retard. Pour les générations nées dans les années 1950, les enfants de cadres avaient trois à quatre fois plus de chances d'intégrer une grande école que les enfants des classes moyennes. Ce rapport tombe à deux pour les générations nées au milieu des années 1970, avec des

1. Si l'on se restreint aux très grandes écoles (les vingt plus prestigieuses), le pourcentage est beaucoup plus faible (à peine 1 % pour les garçons, moins encore pour les filles) et tout aussi stable dans le temps. Dans l'enquête Emploi de l'INSEE, les très grandes écoles correspondent aux établissements suivants : Centrale, École de l'air, École de la magistrature, ESSEC, ENA, ENGREF, ENSAE première division, génie maritime, HEC, INA (agro), Mines, Navale, Normale sup, Polytechnique, Pons, Saint-Cyr, Sciences Po Paris, Sup-Aéro, Télécom.

probabilités d'accès voisines de 15 % pour les enfants de cadres et de 8 % pour les enfants de professions intermédiaires. Les inégalités d'accès à l'élite scolaire restent très élevées, mais elles tendent néanmoins à s'atténuer.

L'extension du système des grandes écoles permet également aux filles de mieux s'y insérer et de rattraper une partie de leur retard. L'arrivée des filles contribue indirectement à réduire les inégalités selon l'origine sociale, ce facteur ayant historiquement un peu moins d'importance pour les filles que pour les garçons. Au sein des générations nées au milieu des années 1970, 13 % des filles de cadres sont admises dans une grande école, 7 % pour les filles des classes moyennes et 1 % pour les filles d'ouvriers.

Influencé par la démocratisation du collège et du lycée, le système des grandes écoles a commencé à s'ouvrir à de nouveaux publics, plus féminins et moins exclusivement issus des classes supérieures. Aussi limitée et périphérique soit-elle, cette ouverture entraîne une légère réduction des inégalités d'accès à l'élite scolaire par rapport aux générations d'immédiat après-guerre. Mais elle s'accompagne d'un changement dans la nature de ces inégalités, puisque celles-ci se creusent désormais beaucoup plus tard dans les cursus, au sein de publics plus diplômés et plus homogènes. Concrètement, c'est après le bac que tout se joue aujourd'hui, et non plus avant : la proportion de bacheliers qui réussissent une grande école stagne au fil des générations au sein des classes moyennes (autour de 10 %), alors que cette proportion tend à augmenter au sein des classes supérieures (atteignant 20 % pour les générations les plus récentes, contre 15 % pour les générations des années 1950 et 1960).

Selon une logique maintes fois rencontrée dans l'histoire de notre système éducatif, les familles des classes supérieures se mobilisent dans l'enseignement supérieur pour maintenir, ne serait-ce que partiellement, leur avance scolaire face à une concurrence de plus en plus pressante de la part des bacheliers

issus des classes moyennes. En fin de compte, les inégalités d'accès à l'élite scolaire traduisent de moins en moins des inégalités entre collégiens et lycéens, mais de plus en plus des inégalités entre bacheliers au sein de l'enseignement supérieur. En se déplaçant et en changeant de nature, les inégalités scolaires provoquent une frustration grandissante, alors que, considérés dans leur globalité, les parcours scolaires tendent plutôt à s'égaliser.